

La sphère privée, otage de la gratuité

L'invité

Christophe Reymond
Directeur du Centre
Patronal vaudois



Les scandales ont la vertu de jeter une lumière crue sur des phénomènes que l'on pressent plus qu'on ne les connaît véritablement. La révélation du détournement des données personnelles de millions d'utilisateurs de Facebook par une société de communication a ainsi révélé de manière éclatante les menaces que l'économie digitale fait planer sur la vie privée.

L'existence numérique et la visibilité sur les plateformes de socialisation les plus répandues sont désormais devenues des pratiques courantes pour nombre de personnes. Certains acteurs du Net (par ailleurs de plus en plus hégémoniques, ce qui aggrave leur cas) l'ont compris depuis longtemps. Ils ont élaboré des technologies et des modèles économiques permettant de tirer profit de cette nouvelle manne que constituent les données personnelles.

Et quelles données! 87 millions de personnes dans l'affaire Cambridge Analytica; qui plus est, nous dit-on, avec une profondeur de détails qui illustre les milliards d'informations collectées sur les réseaux sociaux sans que l'on en ait conscience. Des algorithmes exploitent sans répit tous les contenus électroniques, aspirent les différents éléments, les stockent et les traitent, sans limites ni précaution.

Comme en un pacte faustien, l'internaute troque un peu de lui-même, de sa liberté et de son intimité contre l'accès ou l'usage sans frais d'une application digitale. Ce renoncement à une part de sa vie privée, cette acceptation d'un suivi inces-

sant et d'un ciblage publicitaire incontrôlé signifient bien que la gratuité n'est au fond qu'illusoire.

Rien de ce que nous faisons sur Internet n'est gratuit; nous payons avec nos données. L'existence de cette monnaie destinée à faire fonctionner le numérique ne se révèle d'ailleurs pas surprenante en soi: dans l'ordre économique, la gratuité n'existe pas.

La Constitution fédérale prévoit expressément que chacun a le droit d'être protégé contre l'emploi abusif des éléments qui le concernent. Même si certaines réglementations sont en voie de perfectionnement, les mesures sont loin de garantir une protection efficace.

«L'exploitation des données personnelles est devenue la monnaie de l'économie numérique»

L'État lui-même n'est d'ailleurs pas en reste, qui cherche à amasser des informations sur ses citoyens via les impôts, les assurances sociales, le système de santé, ou encore ses grandes entreprises comme Swisscom, les CFF ou La Poste.

On assiste à ce renversement troublant qui fait que la protection des données devient un bien économique pour lequel l'individu va devoir ruser (et payer!) s'il souhaite la sauvegarder. Cette liberté fondamentale l'est ainsi de moins en moins, accréditant les propos de Mark Zuckerberg qui soutenait, il y a quelques années, que la sphère privée était une «norme sociale» appartenant au passé.

On a le droit de ne pas être d'accord avec lui.